

L'IPBF DU BURKINA FASO MENE LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE.



Cet article fait partie de la série d'articles pour les #16JoursD'Activisme où nous mettons en avant le travail des membres de l'APN qui luttent activement contre la violence basée sur le genre (VBG) et promeuvent l'égalité des genres.

"La violence basée sur le genre est une violation des droits de l'homme, et il est de notre responsabilité collective de nous lever, de nous exprimer et d'agir. Ensemble, nous pouvons créer un monde où toutes les filles et les femmes sont en sécurité, respectées et autonomes". - Kaboré Wendyam Micheline, directrice exécutive de l'Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme (IPBF). Lorsque'il s'agit de la lutte contre la violence basée sur le genre, l'on peut compter sur l'IPBF comme force et alliée. Grâce à son approche féministe et à ses stratégies innovantes, l'IPBF a un impact tangible sur la vie des filles et des jeunes femmes. Dans cette conversation enrichissante, nous nous penchons sur leur travail, les défis auxquels ils sont confrontés et le rôle crucial que joue la philanthropie dans le soutien de leurs efforts.

Pouvez-vous brièvement nous parler de votre travail et la manière dont vous abordez la question de la violence basée sur le genre ainsi que l'égalité entre les genres?

L'IPBF est une organisation féministe régionale basée au Burkina Faso, qui utilise des approches féministes pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Elle se concentre spécifiquement sur les filles et les jeunes femmes, en apportant des changements au niveau individuel et environnemental. Son travail se concentre sur le développement d'un leadership transformationnel chez les filles et les jeunes femmes, la création d'un environnement favorable à l'épanouissement des filles et des jeunes femmes, la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des filles et des femmes, l'appui au développement organisationnel et institutionnel des groupes dirigés par des filles et des jeunes femmes, la mobilisation des ressources locales et internationales, la promotion de l'égalité des genres et la promotion d'un féminisme inclusif en Afrique de l'Ouest.

En tant qu'organisation féministe, le travail de l'IPBF dans la lutte contre les VBG se concentre sur le système patriarcal qui en sous-tend les causes profondes. Il s'agit de déconstruire et de combattre les stéréotypes sexistes et sexuels et de développer le leadership des filles et des jeunes femmes en créant et en aménageant des espaces spécifiques pour les filles et les jeunes femmes (cabarets féministes, clubs de leadership, troupes de théâtre féministes, talk-shows féministes, cafés féministes, ateliers thématiques, sessions de formation, etc.) ; et en organisant des activités de sensibilisation pour les filles et les jeunes femmes, et en organisant des sessions de

formation pour les jeunes femmes, pour le grand public et l'ensemble de la population par le biais de films-débats, d'émissions de radio et de télévision, de webinaires, de conférences, de tables rondes, d'ateliers thématiques, etc. En plus de participer et de prendre part à des conversations dans des espaces dédiés aux niveaux national, régional et international, l'IPBF travaille à la mise en place d'un cadre fédérateur et inclusif pour faciliter la synergie des actions et la mise en réseau pour des actions de haut niveau. À travers le plaidoyer, l'IPBF soutient la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre les VBG. Ce plaidoyer est structuré à plusieurs niveaux : il y a le plaidoyer communautaire qui s'adresse aux leaders religieux, coutumiers et communautaires, tout en se concentrant principalement sur la déconstruction des stéréotypes et la lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes (mariages précoces et forcés, mutilations génitales, viols, éducation des filles, travail des enfants, abus sexuels, etc.) L'organisation mène également un plaidoyer institutionnel auprès des pouvoirs publics pour l'amélioration de l'environnement juridique et l'adoption de lois qui protègent les droits des filles et des femmes ; l'application de ces lois et leur accessibilité sur l'ensemble du territoire. Faire pression sur les dirigeants pour qu'ils adoptent des programmes de promotion et de protection des droits des filles et des femmes. Auprès du grand public, nous menons des actions de plaidoyer, de sensibilisation et de communication sur le respect des droits des filles et des femmes, la lutte contre toutes les formes de violence perpétrées à leur encontre et l'égalité hommes-femmes.

Pouvez vous nous faire part des stratégies qui ont eu un impact significatif sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles dans le cadre de votre travail?

Les résultats obtenus et évalués dans le cadre du travail de l'IPBF ont démontré l'importance et le bien fondée des clubs de leadership. À travers cette stratégie axée sur le développement personnel des jeunes filles et leur capacité d'action, l'IPBF a constaté une libération de la parole des membres des clubs. Les filles sont capables de dénoncer les violences qu'elles ont vécues ou subies, mais aussi de détecter les signes de violence. Des sessions de renforcement des capacités sur des thèmes spécifiques sont également organisées et permettent aux filles et aux jeunes femmes de discuter et de s'exprimer. En 2022, par exemple, lors de la campagne "16 jours d'activisme", des jeunes filles victimes de harcèlement et d'abus sexuels ont dénoncé leurs agresseurs, qui ont été arrêtés sur la base des preuves produites. Bien que les jeunes filles aient témoigné avoir subi des violences pendant plusieurs mois, elles n'avaient pas été informées de l'existence d'une loi au Burkina qui punit le harcèlement et les abus sexuels. Nos sessions de renforcement des capacités ont donc permis de les sensibiliser à cette loi. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, et chaque jour nous réalisons que la création d'espaces pour que les filles et les femmes puissent s'exprimer, partager leurs expériences et être autonomes est un processus important et vital pour prévenir la violence et apporter des changements significatifs dans notre contexte. En outre, le personnel de l'IPBF est formé sur les politiques et procédures de protection des droits des filles et des femmes et de lutte contre les VBGs, afin qu'il puisse signaler les cas de violence ou de harcèlement et qu'il sache comment réagir en cas d'incident.

Selon vous, comment la philanthropie devrait-elle soutenir les organisations et les initiatives communautaires qui œuvrent à la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles?

La philanthropie peut soutenir de manière significative les initiatives communautaires qui œuvrent à la prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles. La prévention de la violence à l'égard des femmes et des filles nécessite une approche multidimensionnelle et holistique, ainsi que des investissements pour développer et mettre en œuvre des actions efficaces. Les philanthropes peuvent y contribuer en prenant des mesures politiques, programmatiques et financières pour renforcer et accélérer les actions des organisations de la société civile (OSC) qui travaillent dans ce domaine. En termes de philanthropie communautaire, la question de la violence à l'égard des filles et des femmes peut jouer un rôle important et conduire à des réflexions stratégiques pour des actions concertées. Des études ont montré que peu de ressources sont allouées au travail des défenseurs des droits des filles et des femmes, que les organisations peinent à mobiliser des ressources et que les politiques nationales ne favorisent pas non plus la mobilisation des ressources communautaires.

Le plaidoyer qui prend en compte les questions nationales et internationales peut aider à redéfinir les politiques et les ressources, en tenant compte des besoins spécifiques des organisations et des défenseurs des droits des filles et des femmes. Nous avons besoin de ressources, mais surtout de stratégies durables et endogènes qui aident les gens à construire et à se développer aux niveaux local et national.

D'après votre expérience, quelles sont les possibilités et les difficultés liées à la mobilisation des ressources, y compris le financement de programmes de lutte contre les violences basées sur le genre?

Les possibilités actuelles de mobilisation de ressources pour financer les organisations luttant contre la VBG sont spécifiquement externes. Au niveau de l'IPBF, plus de 90% de nos ressources proviennent de fondations privées, de financements publics d'Etats européens et américains. La pratique de mobilisation des ressources locales est quasi inexistante. Malheureusement, ces ressources sont insuffisantes pour répondre à l'énorme demande et ne couvrent pas toutes les régions du monde.

En Afrique, les pays francophones sont ceux qui se mobilisent le moins et qui ont le moins accès aux ressources, a-t-elle précisé. La majorité des organisations dans ces pays ont des difficultés à obtenir des ressources pour leur travail. Ces difficultés sont notamment les suivantes :

- La barrière linguistique : les fondations privées pour les organisations de défense des droits des femmes se trouvent aux Etats-Unis et financent peu les pays francophones. Soit toute la communication se fait en anglais, donc inaccessible aux groupes locaux, soit le personnel travaillant sur place est incapable de communiquer avec les groupes ;
- L'insuffisance des ressources : les fondations philanthropiques ne sont pas assez nombreuses pour répondre à la demande, et les fonds publics sont souvent canalisés vers d'autres priorités nationales, ce qui laisse peu de place aux groupes de défense des droits des femmes. De nombreuses organisations sont à la recherche de ressources pour lutter contre les VBGs ;
- Les ressources allouées à la lutte contre les VBG sont réaffectées à d'autres causes; les VBG ne sont pas une priorité pour nos pays ; En ce qui concerne les ressources locales, l'absence d'une politique nationale encourageant les dons au niveau des entreprises constitue un obstacle. Les entreprises ne sont pas en mesure de donner car elles ne reçoivent rien en retour.
- Les guerres et les conflits : La situation actuelle au Sahel n'est pas non plus propice à la mobilisation des ressources locales. L'insécurité due au terrorisme, les déplacements massifs de populations, les destructions de biens et les enjeux géopolitiques ont un impact considérable sur l'économie et les activités commerciales. Les entreprises sont très affectées par cette crise et ne sont plus favorables aux dons.
- La pauvreté : Malheureusement, en plus d'appauvrir la population, cette crise entraîne une augmentation considérable des violences faites aux filles et aux femmes : violences physiques, économiques, psychologiques et sociales.

Comment les organisations philanthropiques peuvent-elles collaborer efficacement avec d'autres parties prenantes, telles que les gouvernements et les OSC, pour lutter contre les VBG?

Les organisations philanthropiques peuvent influencer par le plaidoyer et le lobbying. Elles doivent également s'engager dans un dialogue à travers des cadres formels au niveau national et régional avec les gouvernements pour discuter de ces violences et opter pour des solutions formelles qui garantisse le respect des droits des filles et des femmes et qui luttent contre les VBG.

A l'occasion du Forum Génération Egalité, la pression internationale a conduit à l'adoption d'engagements fermes des dirigeants mondiaux afin de garantir l'égalité homme-femme. Aujourd'hui, l'évaluation à mi-parcours de ces engagements montre que même si le changement est minime, il y a des actions fortes qui ont été posées par les chefs d'états et mesures adoptées à l'exemple de la politique féministe de la France. Nous pensons également que les philanthropes doivent trouver des connexions pour des actions mondiales, afin de prendre en compte les besoins des peuples reculés et des pays du sud.

Ils doivent également travailler sur le plaidoyer mondial afin d'engager les dirigeants du monde sur des engagements fermes en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Quel est le message clé que vous souhaitez partager avec le public?

Nous souhaitons partager avec le reste du monde la nécessité de faire une priorité la lutte contre les violences faites aux femmes. Les VBG constituent une menace pour toute la société à travers le cycle répétitif de ces violences, y mettre fin garantirait à toutes et à tous un monde égalitaire.

BURKINA FASO'S IPBF LEADING THE FIGHT AGAINST GENDER-BASED VIOLENCE

This article is part of the #16DaysOfActivism series of articles where we are shining a spotlight on the work of APN members who are actively addressing Gender-Based Violence (GBV) and promoting gender equality.

"Gender-based violence is a violation of human rights, and it is our collective responsibility to stand up, speak out, and take action. Together, we can create a world where every girl and woman are safe, respected, and empowered." - Kaboré Wendyam Micheline, Executive Director Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme (IPBF). In the battle against GBV, the IPBF is a force to be reckoned with. Through their feminist approach and innovative strategies, they are making a tangible impact in the lives of girls and young women. In this enlightening conversation, we delve into their work, the challenges they face, and the crucial role that philanthropy plays in supporting their efforts.

Can you briefly explain your work and how you are addressing gender-based violence and gender equality?

The IPBF is a regional feminist organization based in Burkina Faso, using feminist approaches to combat gender-based and sexual violence. It focuses specifically on girls and young women, bringing about change at both individual and environmental levels. Its work focuses on developing transformational leadership among girls and young women, creating a favourable environment for girls and young women to become self-fulfilled, combating all forms of violence against girls and women, supporting the organizational and institutional development of groups led by girls and young women, mobilizing local and international resources, promoting gender equality and promoting inclusive feminism in West Africa.

As a feminist organization, the IPBF's work in the fight against GBV focuses on the patriarchal system that underpins the root causes. This involves deconstructing and combating sexist and sexual stereotypes and developing the leadership of girls and young women by creating and setting up specific spaces for girls and young women (feminist cabarets, leadership clubs, feminist theatre groups, feminist talk shows, feminist cafes, thematic workshops, training sessions, etc.); and organizing awareness-raising activities for girls and young women, and organizing training sessions for young women, for the general public and the entire population through film debates, radio and television programs, webinars, conferences, round tables, thematic workshops, etc. In addition to participating and taking part in conversations in dedicated spaces at national, regional, and international levels, the IPBF is working to set up a federative and inclusive framework to facilitate synergy of actions and networking for high-level actions. Through advocacy, IPBF supports the promotion of gender equality and the fight against GBV. Their advocacy is structured at several levels: there is community advocacy aimed at religious, customary, and community leaders; while focusing mainly on deconstructing stereotypes and combating violence against girls and women (early and forced marriages, genital mutilation, rape, girls' education, child labour, sexual abuse, etc.). The organization also carry out institutional advocacy with the public authorities to improve the legal environment and adopt laws that protect the rights of girls and women; the application of these laws and their accessibility throughout the country.

Lobby leaders to adopt programs to promote and protect the rights of girls and women. For the general public, they advocate, raise awareness, and communicate on respect for the rights of girls and women, the fight against all forms of violence perpetrated against them, and gender equality.

Please share some highlights of the strategies that have had a significant impact in preventing violence against women and girls in your work.

The results obtained and evaluated as part of the IPBF's work have demonstrated the importance and validity of the leadership clubs. Through this strategy, which focuses on the personal development of young girls and their capacity for action, IPBF has seen club members speak out more freely. The girls are able to denounce the violence they have experienced or suffered but also to detect signs of violence. There are also capacity-building sessions on specific themes, which provide a forum for girls and young women to discuss and express themselves. In 2022, for an example, during the 16 Days of Activism campaign, young girls who had been victims of sexual harassment and abuse denounced their abusers, who were arrested based on the evidence produced. Though the girls testified that they had been subjected to violence for several months, they had not been informed of the existence of a law in Burkina that punishes sexual harassment and abuse. Therefore, our capacity building sessions helped to raise awareness of the law. This is just one example among many, and every day we realize that creating spaces for girls and women to express themselves, share their experiences, and be empowered is an important and vital process for preventing violence and bringing about significant change in our context. In addition, IPBF staff are trained in policies and procedures for protecting the rights of girls and women and combating GBV so that they can report violence or harassment and know how to react in the event of an incident.

In your opinion, how should philanthropy support CBOs and initiatives working to prevent violence against women and girls?

Philanthropy can significantly support community initiatives that work to prevent violence against women and girls. Preventing violence against women and girls requires a multidimensional and holistic approach, as well as investment to develop and implement impactful actions. Philanthropists can contribute by taking political, programmatic, and financial measures to strengthen and accelerate the actions of civil society organizations (CSOs) working in this field. In terms of community philanthropy, the issue of violence against girls and women can play an important role and lead to strategic thinking and concerted action. Studies have shown that few resources are allocated to the work of defenders of girls' and women's rights; organizations struggle to mobilize resources, and national policies do not favour the mobilization of community resources either. Advocacy that considers national and international issues can help to re-map policies and resources, considering the specific needs of organizations and defenders of girls' and women's rights. We need resources, but above all, we need sustainable, endogenous strategies that help people to build and develop at the local and national levels.

Based on your experience, what are the opportunities and challenges in mobilizing resources, including funding for programs that address GBV?

Current opportunities for mobilizing resources to fund organizations fighting GBV are specifically external. At the IPBF level, over 90% of our resources come from private foundations, public funding from European and American states. Local resources mobilization practice is almost non-existent. Unfortunately, these resources are insufficient to meet the huge demand, and they do not cover all regions of the world.

In Africa, the French-speaking countries are those that mobilize the least and have the least access to resources, she said. The majority of organizations in these countries have difficulty obtaining resources for their work. The difficulties include the following:

- The language barrier: the private foundations for women's rights organizations are in the USA, and they only provide limited funding in French-speaking countries. Either all communication is in English, so inaccessible to local groups, or the staff working there are unable to communicate with the groups;

- Insufficient resources: there are not enough of philanthropic foundations to meet the demand, and public funds are often channelled into other national priorities, leaving little for women's rights groups. Many organizations are looking for resources to combat GBV;
- The resources allocated to fighting GBV are reallocated for used for other causes; GBV is not a priority for our countries;
- When it comes to local resources, the lack of a national policy encouraging corporate donations is an obstacle. Companies are not in a position to give, as they receive nothing in return.
- War and conflicts: The current situation in the Sahel are also not conducive to mobilizing local resources. Insecurity due to terrorism, mass displacement of populations, destruction of property, and geopolitical issues are having a considerable impact on the economy and commercial activities. Businesses are greatly affected by this crisis and are no longer in favour of donations.
- Poverty: Unfortunately, as well as impoverishing the population, this crisis is also causing a considerable increase in violence against girls and women: physical, economic, psychological, and social violence.

How can philanthropic organizations effectively collaborate with other stakeholders, such as governments and CSOs, in addressing GBV?

Philanthropic organisations can influence through advocacy and lobbying. They must also engage in dialogue through formal frameworks at national and regional level with governments to discuss this violence and opt for formal solutions that guarantee respect for the rights of girls and women and combat GBV. At the Generation Equality Forum, international pressure led to the adoption of firm commitments by world leaders to guarantee gender equality. Today, the mid-term assessment of these commitments shows that even if the change is minimal, there have been strong actions taken by heads of state and measures adopted, such as France's feminist policy. We also think that philanthropists need to find connections for global action, to take account of the needs of people living in remote areas and countries in the South. They must also work on global advocacy to engage world leaders on firm commitments to fight violence against women.

What is a key message that you wish to share with the public?

We wish to ask the rest of the world to consider the importance of making violence against women a priority. GBV poses a threat to society as a whole through the repetitive cycle of such violence, and putting an end to it would guarantee an egalitarian world for all.